

Hollande et Fabius ont fourni des armes à l'Etat islamique via les rebelles qu'ils soutiennent

écrit par Sylvaine | 17 novembre 2015



C'est la presse suisse qui le dit...

La république française, comme le révèle le président François Hollande [dans un entretien avec le journaliste Xavier Panon](#), a en effet fourni des armes aux « rebelles » syriens dès 2012. Par l'intermédiaire de la DGSE, ce sont des canons de 20 mm, mitrailleuses, lance-roquettes, missiles anti-chars qui auraient été livrés aux rebelles dits « modérés », en violation de l'embargo mis en place l'été 2011 par l'Union Européenne.

Un conseiller de l'Elysée admet également auprès de Xavier Panon :

« Oui, nous fournissons ce dont ils ont besoin, mais dans la limite de nos moyens et en fonction de notre évaluation de la situation. Dans la clandestinité, vous ne pouvez agir qu'à petite échelle. À moyens limités, objectifs limités. »

La France aurait également envoyé des forces spéciales sur le terrain destinées à la formation et au soutien opérationnel des combattants.

En mars 2012, treize officiers français ont ainsi [été capturés par l'armée](#)

syrienne lors de la reprise du califat islamique instauré dans le quartier de Baba Amr à Homs par la brigade Al-Farsouq et Al-Waleed. Cette dernière a ensuite rejoint les rangs de l'Etat Islamique.

Le président Hollande, cité par le journal Le Monde a encore confié en août 2014 :

« Nous ne devons pas relâcher le soutien que nous avons accordé à ces rebelles qui sont **les seuls à participer à l'esprit démocratique**. »

Alors que le président Syrien Bachar-al-Assad a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'y avait pas de rebelles « modérés » sur le terrain, on peut s'interroger sur la véritable nature des groupes rebelles soutenus et armés par l'état français depuis 2012. Le ministre des affaires étrangères Laurent Fabius a déclaré à ce propos en 2012 que le Front Al-nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, « faisait du bon boulot »... Une plainte de victimes syriennes des groupes rebelles a d'ailleurs été déposée à l'encontre du ministre français à ce sujet auprès du tribunal administratif de Paris pour « les fautes personnelles commises par le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, dans ses fonctions. »

Dans un rapport de 2012 l'agence de renseignement militaire américaine (DIA) avançait déjà que le soutien aux rebelles dits « modérés » profitait en réalité essentiellement à l'Etat Islamique. Selon le directeur de l'agence, le général Flynn le soutien indirect des USA et de la coalition occidentale à l'Etat Islamique

La véritable nature de ces prétendus groupes rebelles a été récemment mise en lumière par l'intervention russe qui a entraîné un déchaînement de protestations de la part des chancelleries occidentales au motif que les frappes aériennes auraient visé les rebelles soutenus par l'Occident. Or, les groupes frappés par l'aviation russe appartenaient à l'Armée de la Conquête, qui regroupe notamment le Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda et des groupes islamistes comme Ahrar al-Cham.

Il est malheureusement fort peu probable que le soutien de l'exécutif français aux groupes djihadistes en Syrie soit dénoncé à la lumière de cette vague d'attentats sans précédents, qui constitue pourtant son aboutissement logique et prévisible. Le chaos auquel a été réduite la Syrie et la prolifération des groupes djihadistes

sont en effet le résultat direct de la politique étrangère française au Proche et Moyen-Orient.

<http://arretsurinfo.ch/attentats-de-paris-la-responsabilite-ecrasante-de-lexecutif-francais/>

Sylvaine